

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A – N° 15

26 mars 1985

Sommaire

- Règlement grand-ducal du 21 mars 1985 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques page **248**
- Grossherzogliches Reglement vom 21. März 1985, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt **258**
-

Règlement grand-ducal du 21 mars 1985 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Travaux Publics, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de la Force Publique et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'article 2 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques est complété par un nouveau chiffre 41° libellé comme suit:

« 41° ambulance: véhicule d'intervention urgente construit et spécialement aménagé pour le transport de malades ou de blessés. »

Art. II. La rubrique « Dispositions transitoires » de l'article 2 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un chiffre 4) libellé comme suit:

« 4) Les véhicules automoteurs immatriculés comme véhicules automoteurs spéciaux d'incendie et de secours avant le 1^{er} avril 1985 continuent à être considérés comme tels, même si leurs caractéristiques correspondent à la définition du chiffre 41°. »

Art. III. L'article 10 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« **Art. 10.** Le chargement d'un cycle, d'un cycle à moteur auxiliaire ou d'un motorcycle avec ou sans side-car ne doit pas dépasser en longueur 2 m et en largeur 1 m. Toutefois, le chargement des motocoupés d'une largeur supérieure à 1 m ne doit pas dépasser en largeur le gabarit du véhicule.

Il est interdit aux conducteurs de cycles à moteur auxiliaire et de motorcycles avec ou sans side-car, ainsi qu'aux cyclistes, de transporter des objets gênants pour la conduite ou dangereux pour la circulation. »

Art. IV. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 11 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont supprimés.

Art. V. Le sixième alinéa de l'article 12 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le ministre des Transports peut accorder dans des cas exceptionnels des autorisations individuelles augmentant ou diminuant les puissances et poids maxima prévus ci-dessus. »

Art. VI. Le septième alinéa de l'article 28 bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Sur avis motivé de la commission médicale prévue à l'article 90, le ministre des Transports peut modifier les prescriptions ci-dessus relatives aux dispositifs de freinage, lorsqu'il s'agit de véhicules conduits par des personnes infirmes. »

Art. VII. Le paragraphe g) de l'article 62 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est réintroduit avec le texte suivant:

«g) Le numéro d'immatriculation avant et arrière d'un véhicule destiné à être exporté dans un délai inférieur à trois mois à partir de la date d'immatriculation est compris entre 101 et 999. Ce numéro est précédé du chiffre du mois et des deux derniers chiffres du millésime de l'année à la fin desquels expire la validité de l'immatriculation. Les deux groupes de chiffres ainsi constitués sont superposés et séparés par un trait horizontal. Le numéro d'immatriculation est en outre suivi des trois lettres latines EXP superposées. Ces chiffres et lettres sont reproduits en couleur noire sur fond jaune réfléchissant. Les dimensions du numéro d'immatriculation sont celles fixées sous a) ci-dessus; les autres chiffres et lettres sont réduits à moitié.»

Art. VIII. L'article 63 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« **Art. 63.** Les remorques, semi-remorques, véhicules forains et roulottes doivent être munis à l'arrière à un endroit facilement visible des plaques prescrites par l'article 62 sous a) et b) portant leur propre numéro d'immatriculation. Les dispositions sous c) et d) du même article s'appliquent également aux remorques traînées par les véhicules y désignés.»

Art. IX. L'article 63bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est supprimé.

Art. X. Le chiffre 1° du premier alinéa de l'article 70 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« 1° Son permis de conduire valable pour le genre de véhicule conduit ou un certificat d'apprentissage valable, mentionnant la date et l'heure du départ de la course.»

Art. XI. Le deuxième alinéa de l'article 71 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Toutefois, si le véhicule automoteur de l'Armée est conduit par un conducteur civil, celui-ci doit être titulaire d'un permis de conduire valable conforme aux prescriptions des articles 78, 78bis et 83. Le conducteur doit exhiber ce permis de conduire sur réquisition.»

Art. XII. Le deuxième alinéa du paragraphe 4. de l'article 72 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est numéroté paragraphe 5. du même article.

Art. XIII. Le dernier alinéa du paragraphe 4. de l'article 82 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est supprimé.

Art. XIV. Le deuxième alinéa de l'article 87 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le permis de conduire « instructeur » est valable pour la conduite des véhicules visés aux articles 78 et 78bis selon les catégories y spécifiées. Le permis de conduire « apprenti-instructeur » n'est valable que pour la conduite des véhicules des catégories A, B et F du permis de conduire.»

Art. XV. Les premier et deuxième alinéas de l'article 88 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacés par le texte suivant:

« **Art. 88.** Tout conducteur d'un véhicule automoteur de l'Armée doit être titulaire d'un permis de conduire militaire qui est délivré après examen par le Commandant de l'Armée ou son délégué.

Ce permis qui est exclusivement limité à la conduite des véhicules automoteurs de l'Armée, peut être établi pour les catégories A, B, C, D et E prévues aux articles 78 et 78bis ainsi que pour la catégorie G « instructeur » et la catégorie F qui est valable pour la conduite de véhicules automoteurs chenillés ou semi-chenillés avec ou sans remorque.»

Art. XVI. Le deuxième alinéa de l'article 101 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Il est interdit de jeter, de déposer ou de laisser tomber sur la voie publique ainsi que de distribuer ou de faire distribuer d'un véhicule en marche des objets de publicité et des feuilles de réclame. Il est également interdit d'apposer ou de faire apposer ces derniers à des véhicules automoteurs qui appartiennent à des tiers et qui stationnent ou parquent sur la voie publique. »

Art XVII. L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouvel article 102bis libellé comme suit:

« **Art. 102bis.** 1. Lorsque l'exécution des travaux d'entretien de la voirie et notamment l'application d'enduit sur la chaussée, la réparation des dégâts de dégel, la mise en place de la signalisation routière, le nettoyage et le fauchage des accotements et des bermes ainsi que l'élagage d'arbres, requièrent que dans l'intérêt de la sécurité de la circulation et des personnes affectées à ces travaux, une ou plusieurs voies soient interdites à la circulation, les règles suivantes sont d'application:

- a) Il est interdit aux conducteurs de véhicules automoteurs de dépasser des véhicules automoteurs autres que les motocycles à deux roues sans sidecar.
- b) Les conducteurs de véhicules et d'animaux sont tenus de quitter la voie interdite à l'approche du tronçon sur lequel ou le long duquel les travaux sont exécutés et de suivre la direction indiquée par la signalisation routière en place.
- c) Lorsque l'exécution des travaux réduit la largeur de la chaussée à moins d'une voie pour chaque sens de la circulation, les conducteurs qui s'en approchent sur une voie interdite à la circulation doivent céder le passage à ceux qui viennent en sens inverse, et ils ne doivent s'engager dans le passage étroit, tant qu'il n'est pas possible de le traverser sans obliger les conducteurs venant en sens inverse à s'arrêter. Les conducteurs qui circulent sur la voie ouverte à la circulation ont la priorité de passage par rapport aux conducteurs venant en sens inverse.
- d) Sur les autoroutes, pour autant que les voies réservées aux deux sens de la circulation demeurent séparées par une berme, la vitesse maximale est limitée à 60 km/h sur la chaussée sur laquelle ou le long de laquelle les travaux sont exécutés. Sur les autres voies publiques elle est limitée à 40 km/h.

2. Lorsque l'exécution de ces mêmes travaux ne rend pas nécessaire l'interdiction de la circulation sur une ou plusieurs voies, les règles suivantes sont d'application:

- a) Il est interdit aux conducteurs de véhicules automoteurs de dépasser des véhicules automoteurs autres que les motocycles à deux roues sans sidecar.
- b) Les conducteurs sont obligés de passer du côté des obstacles, créés par l'exécution des travaux, suivant la direction indiquée par la signalisation routière en place.
- c) Sur les autoroutes la vitesse maximale est limitée à 60km/h sur la chaussée sur laquelle ou le long de laquelle les travaux sont exécutés. Sur les autres voies publiques, elle est limitée à 40 km/h.

3. Les règles sous 1. et 2. valent sur toute la longueur du tronçon sur lequel ou le long duquel les travaux sont exécutés ainsi qu'à l'approche de ce tronçon à une distance appropriée selon la configuration des lieux.

4. Le stationnement est interdit, pour autant que des véhicules autorisés à stationner sur la voie publique entraveraient la sécurité ou la fluidité de la circulation ou la bonne marche des travaux visés sous 1.

5. Suite à l'application de gravillons sur un tronçon de route, la vitesse y est limitée à 40 km/h pendant la période de consolidation de l'enduit.

6. Les prescriptions qui précèdent sont indiquées conformément aux dispositions de l'article 107, et les signaux sont posés, conservés et enlevés par l'administration compétente pour l'exécution des travaux. »

Art XVIII. L'article 106 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« **Art. 106.** Pendant le dégel, ainsi qu'en cas de verglas, de pluies persistantes, de neiges abondantes ou de grande chaleur, le Ministre des Travaux Publics est habilité dans les limites des attributions lui conférées par l'article 3 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée, à restreindre ou à interdire la circulation. »

Art. XIX. La première phrase des dispositions générales du chapitre I de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par le texte suivant:

« Le côté des signaux A,1 à A,22c et A,25 à A,28 de dimensions normales est d'environ 0,90 m; le côté des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,60 m. »

Art. XX. La deuxième phrase du chiffre 1. du chapitre II de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par le texte suivant:

« Ce signal est placé sur une chaussée formant croisement, bifurcation ou jonction avec une autre chaussée à laquelle une priorité est conférée par le signal B,3 ou par le signal A,22a, A,22b ou A,22c. »

Art. XXI. Les dispositions générales du chapitre II de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacées par le texte suivant:

« Dispositions générales concernant les signaux A,22a, A,22b, A,22c, B,1, B,2a et B,3

- a) Le signal B,3 ou le signal A,22a, A,22b ou A,22c ne doit être placé sur une chaussée que si le signal B,1 ou B,2a est placé sur la ou les chaussées avec lesquelles elle forme le croisement, la bifurcation ou la jonction qu'il annonce.
- b) Le placement du signal B,1 ou B,2a entraîne implicitement le placement du signal B,3 ou du signal A,22a, A,22b ou A,22c sur la chaussée sur laquelle circulent les conducteurs auxquels le passage doit être cédé.
- c) Les signaux B,1 et B,2a doivent être répétés du côté gauche de la chaussée à sens unique comportant plus d'une voie de circulation. Cette disposition s'applique également aux signaux avancés.
- d) Lorsque dans un croisement, une bifurcation ou une jonction la chaussée pourvue du signal B,3 ou du signal A,22a, A,22b ou A,22c s'infléchit de telle manière que sa continuité n'apparaît pas nettement, le signal B,3 ou le signal A,22a, A,22b ou A,22c ainsi que le signal B,1 ou B,2a précédant le croisement, la bifurcation ou la jonction doivent être complétés par un panneau blanc sur lequel la configuration du croisement, de la bifurcation ou de la jonction est représentée. La chaussée à laquelle s'attache la priorité de passage est marquée au moyen d'un trait noir sensiblement plus large que le ou les traits représentant les chaussées auxquelles ne s'attache pas de priorité de passage. Le panneau ci-après, dénommé panneau de configuration,



est un modèle du panneau indiquant le tracé de la route prioritaire.

- e) Le fond des signaux B,1, B,5 et B,7 est blanc ou jaune. La mention « Stop » du signal B,2a est blanche ou jaune. »

Art. XXII. Les chiffres 4 à 7 du chapitre VI de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacés par le texte suivant:

« 4. Parcage



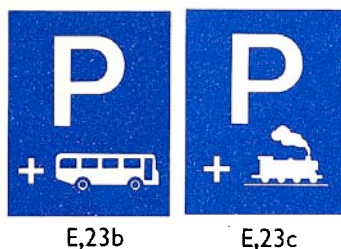
E,23

Le signal E,23 est employé pour indiquer une place de parcage.

Sur un panneau additionnel placé en-dessous du signal lui-même, des symboles ou des inscriptions peuvent indiquer la direction et la distance de l'emplacement de parcage ou les catégories de véhicules auxquelles est affecté l'emplacement. De telles inscriptions peuvent également limiter la durée du parcage autorisé ou indiquer si le parcage est payant ou préciser à l'aide d'un signe « + » suivi de l'indication du moyen de transport spécifié à l'aide d'un symbole qu'un transport en commun est accessible à partir de l'emplacement.

Aux emplacements munis de parcomètres à minuterie ou de parcomètres à distribution de tickets, placés par les administrations communales, conformément à un règlement communal dûment approuvé, le parcage est payant et sa durée d'autorisation est limitée soit à celle du fonctionnement de la minuterie, soit à celle du temps-limite indiqué par le ticket de parcage. Ce ticket doit être exposé visiblement derrière le pare-brise du véhicule en parcage et être lisible de l'extérieur.

5. Parc de dissuasion



Les signaux E,23b et E,23c sont des exemples pour la signalisation d'une place de parcage plus particulièrement destinée aux véhicules dont les conducteurs veulent utiliser un moyen de transport en commun.

6. Dispositions transitoires

Jusqu'au 31 décembre 1990 les signaux suivants peuvent être employés à côté des signaux à validité zonale du chapitre IX:

- a) Zone de stationnement à durée limitée



C,21

Le signal C,21 est employé pour indiquer dans une agglomération l'entrée d'une zone où le stationnement est à durée limitée.

Sur la partie inférieure du panneau doit être ajouté le symbole d'un des panneaux additionnels des modèles 6, 7 ou 8.

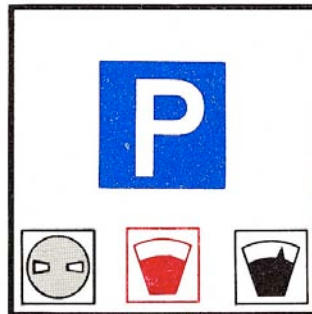
Les jours et les heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique, ainsi que les modalités de cette limitation et le nombre des emplacements visés peuvent être indiqués sur le signal ou sur un panneau additionnel fixé en-dessous.

Aux endroits où la durée de stationnement non-payant est limitée, cette limitation est indiquée aux moyens des signaux C,18 complétés par des panneaux additionnels du modèle 6 ainsi que par une bande de couleur bleue apposée à une hauteur d'environ 1,80 m sur les supports de ces signaux.

Aux endroits où le stationnement à durée limitée est payant au moyen de parcomètres à minuterie, cette limitation est indiquée par des signaux C,18 complétés par des panneaux additionnels du modèle 7, ainsi que par une bande noire apposée à une hauteur d'environ 1,80 m sur les supports de ces signaux.

Aux endroits où le stationnement à durée limitée est payant au moyen de parcomètres à distribution de tickets, cette limitation est indiquée par des signaux C,18 complétés par des panneaux additionnels du modèle 8, ainsi que par une bande rouge apposée à une hauteur d'environ 1,80 m sur les supports de ces signaux.

b) Parcage à durée limitée



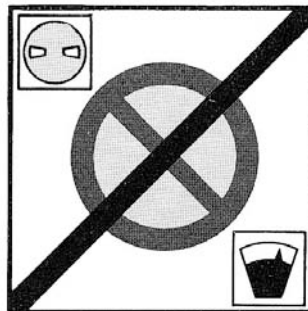
E,23a

Le signal E,23a est employé pour indiquer une place où le parcage est à durée limitée.

Sur la partie inférieure du panneau doit être ajouté le symbole d'un des panneaux additionnels des modèles 6, 7 ou 8.

Les jours et les heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique, ainsi que les modalités de cette limitation et le nombre des emplacements visés peuvent être indiqués sur le signal même ou sur un panneau additionnel fixé en-dessous.

c) Sortie d'une zone où le stationnement est à durée limitée



E,24

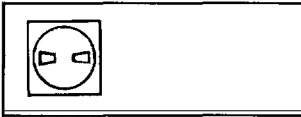
Le signal E,24 est employé pour indiquer dans une agglomération la sortie d'une zone où tout stationnement est à durée limitée et dont les entrées sont munies du signal C,21.

Le symbole d'un disque de stationnement, d'un parcomètre à minuterie ou d'un parcomètre à distribution de tickets, employé pour indiquer les entrées de la zone, peut être reproduit en gris clair ou en noir sur le signal E,24.

Le signal E,24 peut être placé au revers du signal C,21 destiné à la circulation venant en sens inverse.»

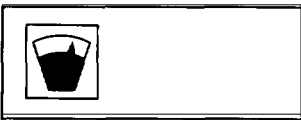
Art. XXIII. Le chapitre VII de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété comme suit:

- «g) Le panneau additionnel du modèle 6 qui représente un disque de stationnement, indique aux conducteurs l'obligation d'exposer visiblement ce disque renseignant l'heure d'arrivée et de respecter la période de stationnement autorisée. Le symbole peut être complété par l'indication de la durée de stationnement autorisée, des jours et heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique, et du nombre des emplacements visés.



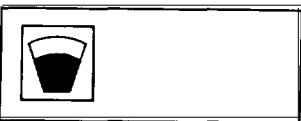
modèle 6

- h) Le panneau additionnel du modèle 7 qui représente un parcomètre à minuterie, indique aux conducteurs l'obligation de payer une taxe et de respecter la durée de stationnement ou de parcage limitée à celle du fonctionnement de la minuterie du parcomètre. Le symbole peut être complété par l'indication de la durée de stationnement ou de parcage autorisée, du montant de la taxe, des jours et heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique et du nombre des emplacements visés.



modèle 7

- i) Le panneau additionnel du modèle 8 qui représente un parcomètre à distribution de tickets, indique aux conducteurs l'obligation de payer une taxe et de respecter la durée de stationnement ou de parcage limitée à celle indiquée sur le ticket. Le symbole peut être complété par l'indication de la durée de stationnement ou de parcage autorisée, du montant de la taxe, des jours et heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique, et du nombre des emplacements visés.



modèle 8

- j) Les symboles figurant sur les signaux du présent article et représentant les catégories d'usagers de la route peuvent être employés avec la même signification sur les panneaux additionnels destinés à compléter un signal.
- k) Par l'indication sur le panneau additionnel du symbole d'une catégorie d'usagers de la route, les signaux de réglementation peuvent être limités à cette catégorie.

Au cas où une catégorie d'usagers est à exclure de la prescription du signal de réglementation, cette exception est exprimée sur le panneau additionnel par le symbole de cette catégorie et par le message verbal « excepté » ou « excepté/frei ».

Les panneaux additionnels suivants sont des exemples de cette signalisation:



Les symboles employés peuvent être remplacés ou complétés par une inscription littérale. »

Art XXIV. L'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouveau chapitre IX, libellé comme suit:

« IX. Signaux à validité zonale

1. Début de zone

Pour indiquer qu'un signal de réglementation s'applique à toutes les voies et places ouvertes à la circulation publique formant une zone, il sera représenté sur un panneau rectangulaire à fond jaune portant au-dessus l'inscription en noir du mot « ZONE » et muni d'un liséré noir.

Par signaux de réglementation on entend au sens des présentes dispositions les signaux d'interdiction et de restriction, les signaux d'obligation ainsi que les signaux d'arrêt, de stationnement et de parcage.

Par dérogation aux dispositions de l'article 108, les notes explicatives et les symboles destinés à compléter le signal doivent figurer sur le panneau en-dessous du signal.

Les signaux à validité zonale sont posés à toutes les entrées de la zone concernée par les dispositions réglementaires qu'ils indiquent.

Les signaux ci-après sont des exemples de signaux à validité zonale:



H,1a



H,1b



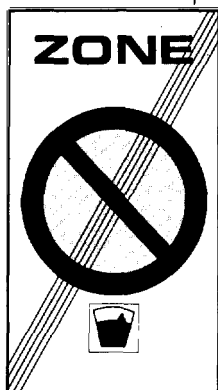
H,1c

2. Fin de zone

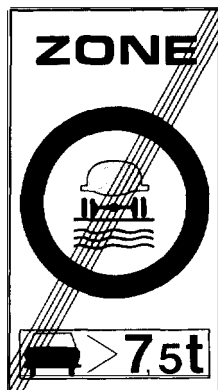
Pour indiquer l'endroit à partir duquel cesse l'effet du signal de réglementation à validité zonale, il sera employé le même signal, complété le cas échéant des mêmes notes explicatives et symboles. Ce signal sera représenté en gris clair ou en noir sur un panneau rectangulaire à fond blanc répondant aux caractéristiques susmentionnées. Le panneau portera, surimprimée, une bande diagonale formée de traits parallèles noirs ou gris foncé descendant de la droite vers la gauche.

Les signaux indiquant l'endroit à partir duquel l'effet d'une réglementation à validité zonale cesse, sont posés à toutes les sorties de la zone concernée. Ils peuvent être placés au revers des signaux indiquant à la circulation venant en sens inverse le début de la zone concernée.

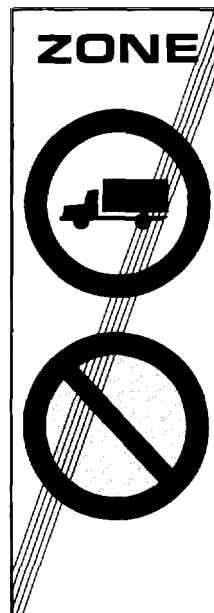
Les signaux ci-après sont des exemples de signaux de fin d'une telle zone. »



H,2a



H,2b



H,2c

Art. XXV. Le chiffre 3° du deuxième alinéa sous A. de l'article 136 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« 3° La priorité n'appartient pas à l'usager

- qui circule sur une chaussée pourvue du signal B,1, du signal B,2a ou du signal C,2;
- qui circule sur un chemin privé non ouvert à la circulation publique ou sur un chemin de terre;
- qui traverse une zone piétonne ou qui s'y engage;
- qui sort d'une propriété riveraine, d'un endroit réservé au parcage ou d'une zone piétonne. ».

Art. XXVI. Le deuxième alinéa sous B. de l'article 136 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Sous réserve des prescriptions du paragraphe D ci-dessous, de la priorité établie en vertu de la signalisation prévue sous d) des dispositions générales concernant les signaux A,22a, A,22b, A,22c, B,1, B,2a et B,3 de l'article 107 ainsi que des prescriptions relatives aux hypothèses de l'alinéa premier sous a) de l'article 137, la règle établie à l'alinéa précédent ne comporte aucune autre exception. »

Art. XXVII. La deuxième phrase de la lettre d) du deuxième alinéa de l'article 139 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par le texte suivant:

« Cette même interdiction vaut pour tout conducteur de motocycle qui pour se préparer à l'examen pratique du permis de conduire est autorisé à conduire son véhicule sous le couvert du certificat d'apprentissage visé à l'article 81. »

Art. XXVIII. Le paragraphe 2 de l'article 156 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« 2. Les véhicules admis à la circulation sur les autoroutes ne peuvent y avoir accès ou en sortir que par les chaussées spécialement aménagées à cet effet et signalées comme telles. »

Art. XXIX. La lettre b) du troisième alinéa de l'article 160bis modifié est remplacée par le texte suivant:

« b) aux personnes justifiant d'une contre-indication médicale grave au port de la ceinture de sécurité et munies à ces fins d'une autorisation délivrée par le ministre des Transports ou son délégué. Cette autorisation est établie sur production d'un certificat médical récent, indiquant la nature et la durée de la contre-indication médicale, ainsi que sur avis motivé de la commission médicale prévue par l'article 90. L'autorisation doit être exhibée sur réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation; »

Art. XXX. Notre Ministre des Transports, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Travaux Publics, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1985.

Le Ministre des Transports,
Marcel Schlechter

Le Ministre de l'Intérieur,
Jean Spautz

Le Ministre des Travaux Publics,
Marcel Schlechter

Le Ministre de la Justice,
Robert Krieps

Le Ministre de la Force Publique,
Marc Fischbach

Palais de Luxembourg, le 21 mars 1985.
Jean

Grossherzogliches Reglement vom 21. März 1985, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt.

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau;

Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, sowie es in der Folge abgeändert und ergänzt wurde;

Gesehen den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, sowie er in der Folge abgeändert und ergänzt wurde;

Nach Einsicht des Artikels 27 des Gesetzes vom 8. Februar 1961 über die Organisation des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres Verkehrsministers, Unseres Innenministers, Unseres Ministers der Oeffentlichen Arbeiten, Unseres Justizministers und Unseres Ministers der Oeffentlichen Macht und nach Beratung des Regierungsrates;

Beschliessen:

Art. I. Der abgeänderte Artikel 2 des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen wird durch eine neue Ziffer 41° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« 41° Krankenwagen: Fahrzeug für den Eildienst, das gebaut und speziell eingerichtet ist für den Transport von Kranken und Verletzten. »

Art. II. Die Rubrik « Uebergangsbestimmungen » des abgeänderten Artikels 2 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« 4) die vor dem 1. April 1985 als Spezialkraftfahrzeuge der Feuerwehr und des Hilfsdienstes zugelassenen Kraftfahrzeuge werden weiterhin als solche betrachtet, auch wenn ihre Eigenschaften der Begriffsbestimmung der Ziffer 41^o entsprechen. »

Art. III. Der abgeänderte Artikel 10 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« **Art. 10.** Die Ladung eines Fahrrads, eines Fahrrads mit Hilfsmotor oder eines Motorrads mit oder ohne Beiwagen darf nicht länger als 2 m und nicht breiter als 1 m sein. Jedoch darf die Ladung der Motocoups, die breiter als 1 m sind, die Breite des Fahrzeugumrisses nicht übersteigen. »

Es ist den Führern von Fahrrädern mit Hilfsmotor und von Motorrädern mit oder ohne Beiwagen, sowie den Radfahrern verboten, Gegenstände zu befördern, welche die Lenkung behindern oder den Verkehr gefährden. »

Art. IV. Der zweite und der dritte Absatz des Artikels 11 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 sind abgeschafft.

Art. V. Der sechste Absatz des abgeänderten Artikels 12 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Verkehrsminister kann in Ausnahmefällen individuelle Genehmigungen erteilen, welche die vorstehenden Höchstleistungen und -gewichte erhöhen oder vermindern. »

Art. VI. Der siebte Absatz des abgeänderten Artikels 28bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Verkehrsminister kann auf Grund eines begründeten Gutachtens der in Artikel 90 vorgesehenen Aerktekommision die vorstehenden Vorschriften, betreffend die Bremsvorrichtungen, abändern, falls es sich um Fahrzeuge handelt, die von Invaliden geführt werden. »

Art. VII. Der Paragraph g) des abgeänderten Artikels 62 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

«g) Die vordere und hintere Zulassungsnummer eines Fahrzeugs, das dazu bestimmt ist, in einem Zeitraum von weniger als drei Monaten vom Zulassungsdatum an ausgeführt zu werden, ist zwischen 101 und 999 einbegriffen. Dieser Nummer stehen die Ziffer des Monats und die beiden letzten Ziffern der Jahreszahl des Jahres vor, in denen die Zulassungsgültigkeit endet. Die zwei so zusammengestellten Zifferngruppen werden übereinandergestellt. Die Zulassungsnummer ist ausserdem von den drei übereinander stehenden lateinischen Buchstaben EXP gefolgt. Diese Ziffern und Buchstaben werden in schwarzer Farbe auf rückstrahlendem gelben Grund wiedergegeben. Die Ausmasse der Zulassungsnummer sind die, die unter c) festgesetzt sind; die andern Ziffern und Buchstaben werden um die Hälfte verkleinert. »

Art. VIII. Der Artikel 63 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« **Art. 63.** Die Anhänger, Sattelanhänger, Jahrmarktfahrzeuge und Wohnwagen müssen hinten an einer leicht sichtbaren Stelle mit den in Artikel 62 unter a) und b) vorgeschriebenen Tafeln versehen sein, welche ihre eigene Zulassungsnummer tragen. Die Bestimmungen unter c) und d) desselben Artikels beziehen sich ebenfalls auf die von den hier erwähnten gezogenen Anhänger. »

Art IX. Der abgeänderte Artikel 63bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 ist abgeschafft.

Art. X. Die Ziffer 1^o des ersten Absatzes des abgeänderten Artikels 70 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« 1^o Seinen Führerschein, der für die von ihm gesteuerte Fahrzeugart gültig ist, oder einen gültigen Fahrerschülerausweis, auf dem Datum und Anfangszeit der Lehrfahrt vermerkt sind. »

Art. XI. Der zweite Absatz des abgeänderten Artikels 71 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Wird das Kraftfahrzeug der Armee jedoch von einem Zivilfahrer gesteuert, so muss dieser Inhaber eines gültigen Führerscheins sein, der den Vorschriften der Artikel 78, 78bis und 83 entspricht. Der Fahrer muss diesen Führerschein auf Verlangen vorzeigen. »

Art. XII. Der zweite Absatz des Paragraphen 4. des abgeänderten Artikels 72 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird als Paragraph 5. desselben Artikels numeriert.

Art. XIII. Der letzte Absatz des Paragraphen 4. des abgeänderten Artikels 82 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 ist abgeschafft.

Art. XIV. Der zweite Absatz des abgeänderten Artikels 87 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Führerschein « Fahrlehrer » ist gültig zum Führen der in den Artikeln 78 und 78bis erwähnten Fahrzeugen, gemäss den dort bezeichneten Klassen. Der Führerschein « Fahrlehrer-Lehrling » ist nur gültig zum Führen der Fahrzeuge der Führerscheinklassen A, B und F. ».

Art. XV. Der erste und der zweite Absatz des abgeänderten Artikels 88 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

« **Art. 88.** Jeder Führer eines Kraftfahrzeugs der Armee muss Inhaber eines Militärführerscheins sein, der ihm auf Grund einer Prüfung vom Kommandanten der Armee oder seinem Delegierten ausgestellt wird.

Dieser Führerschein, der ausschliesslich für das Führen von Kraftfahrzeugen der Armee vorbehalten ist, kann für die in den Artikel 78 und 78bis vorgesehenen Klassen A, B, C, D und E sowie die Klasse G « Fahrlehrer » und die Klasse F, die für das Führen von Kettenkraftfahrzeugen oder Halbkettenkraftfahrzeuge mit oder ohne Anhänger gültig ist, ausgestellt werden. »

Art. XVI. Der zweite Absatz des abgeänderten Artikels 101 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Es ist verboten, Reklamegegenstände und -zettel auf die öffentliche Strasse zu werfen, niederzulegen oder fallen zu lassen, sowie dieselben aus einem fahrenden Fahrzeug zu verteilen oder verteilen zu lassen. Es ist ebenfalls untersagt, an Kraftfahrzeugen, die Dritten gehören und auf öffentlicher Strasse stationieren oder parken, Reklamezettel zu heften oder heften zu lassen. »

Art. XVII. Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird durch einen neuen Artikel 102bis mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« **Art. 102bis.** 1. Wenn die Ausführung von Strassenwartungsarbeiten und hauptsächlich das Auftragen vom Fahrbahnbelag, das Ausbessern von Frostschäden, das Aufstellen der Strassenbeschilderung, das Reinigen und Mähen der Sommerwege und Mittelstreifen, sowie das Ausschneiden der Bäume verlangen, dass im Interesse der Verkehrssicherheit und der mit diesen Arbeiten beauftragten Personen eine oder mehrere Spuren für den Verkehr gesperrt sind, kommen folgende Regeln zur Anwendung:

- a) Es ist den Kraftfahrzeugführern verboten, andere Kraftfahrzeuge, mit Ausnahme der zweirädrigen Motorräder ohne Beiwagen, zu überholen.
- b) Die Führer von Fahrzeugen und Tieren sind gehalten die verbotene Spur beim Herannahen an das Teilstück, auf oder entlang dem die Arbeiten ausgeführt werden, zu verlassen und die Richtung, die durch die aufgestellte Strassenbeschilderung angegeben wird, zu befolgen.
- c) Wenn die Ausführung der Arbeiten die Fahrbahnbreite auf weniger als eine Spur in jede Fahrtrichtung verringert, müssen die Führer, die sich auf einer für den Verkehr gesperrten Spur nähern, dem Gegenverkehr die Vorfahrt überlassen, und sie dürfen nicht in die enge Durchfahrt einfahren, solange es nicht möglich ist, diese zu durchfahren, ohne die aus der Gegenrichtung kommenden Führer zum Anhalten zu zwingen. Die Führer, die auf einer für den Verkehr offenen Spur fahren, haben Vorfahrt gegenüber dem Gegenverkehr.
- d) Auf den Autobahnen, soweit die für die beiden Fahrtrichtungen vorbehaltenen Spuren durch einen Mittelstreifen getrennt bleiben, ist die Höchstgeschwindigkeit auf 60 km/h begrenzt auf der Fahrspur, auf oder entlang der die Arbeiten ausgeführt werden. Auf den andern öffentlichen Strassen ist sie auf 40 km/h begrenzt.

2. Wenn die Ausführung derselben Arbeiten ein Verkehrsverbot auf einer oder mehreren Fahrspuren nicht notwendig erscheinen lässt, kommen folgende Regeln zu Anwendung:

- a) Es ist den Kraftfahrzeugführern verboten, andere Kraftfahrzeuge mit Ausnahme der zweirädrigen Motorrädern mit oder ohne Beiwagen zu überholen.
- b) Die Führer müssen auf der durch die aufgestellte Strassenbeschilderung angegebenen Seite an den durch die Ausführung der Arbeit geschaffenen Hindernissen vorbeifahren.
- c) Auf den Autobahnen ist die Höchstgeschwindigkeit auf 60 km/h begrenzt auf der Fahrbahn, auf oder entlang der die Arbeiten ausgeführt werden. Auf den andern öffentlichen Strassen ist sie auf 40 km/h begrenzt.

3. Die Regeln unter 1. und 2. gelten auf der ganzen Länge des Teilstücks, auf oder entlang dem die Arbeiten ausgeführt werden sowie beim Herannahen an dieses Teilstück auf einer den örtlichen Verhältnissen angepassten Entfernung.

4. Das Stationieren ist verboten, soweit die Fahrzeuge, denen es erlaubt ist, auf der öffentlichen Strasse zu stationieren, die Sicherheit oder den Fluss des Verkehrs oder den Gang der unter 1. vorgesehenen Arbeiten hemmen würden.

5. Nach dem Auftragen von Splitt auf einem Strassenabschnitt, ist die Geschwindigkeit auf 40 km/h begrenzt, während der Zeit in der sich der Belag festigt.

6. Die vorstehenden Vorschriften werden gemäss der Bestimmungen des Artikels 107 angezeigt, und die Verkehrszeichen werden von der mit der Ausführung der Arbeiten betrauten Verwaltung aufgestellt, unterhalten und beseitigt. »

Art XVIII. Der abgeänderte Artikel 106 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« **Art. 106.** Bei Tauwetter, sowie im Fall von Glatteis, von anhaltenden Regenfällen, von starkem Schneefall oder von grosser Hitze, ist der Minister für Oeffentliche Arbeiten in den Grenzen der ihm durch den abgeänderten Artikel 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 erteilten Befugnisse ermächtigt, den Verkehr einzuschränken oder zu verbieten. »

Art. XIX. Der erste Satz der allgemeinen Bestimmungen des Kapitels I des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Die Seitenbreite der Verkehrszeichen A,1 bis A,22c und A,25 bis A,28 mit normalen Ausmassen beträgt ungefähr 0,90 m; die Seitenbreite der Verkehrszeichen kleineren Ausmasses darf nicht weniger als 0,60 m sein. »

Art. XX. Der zweite Satz der Ziffer 1. des Kapitels II des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Dieses Verkehrszeichen wird auf einer Fahrbahn aufgestellt, die eine Kreuzung, Gabelung oder Einmündung mit einer anderen Fahrbahn bildet, welcher die Vorfahrt durch das Verkehrszeichen B,3 oder das Verkehrszeichen A,22a, A,22b oder A,22c gegeben ist. »

Art. XXI. Die allgemeinen Bestimmungen des Kapitels II des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

« Allgemeine Bestimmungen, welche die Verkehrszeichen A,22a, A,22b, A,22c, B,1, B,2a und B,3 betreffen.

- a) Das Verkehrszeichen B,3 oder das Verkehrszeichen A,22a, A,22b oder A,22c kann nur auf einer Fahrbahn aufgestellt werden, wenn das Verkehrszeichen B,1 oder B,2a auf der oder den Fahrbahnen aufgestellt ist, mit denen sie eine Kreuzung, Gabelung oder Einmündung bildet, die das Zeichen ankündigt.
- b) Das Aufstellen des Verkehrszeichens B,1 oder B,2a bedingt ebenfalls das Aufstellen des Verkehrszeichens B,3 oder des Verkehrszeichens A,22a, A,22b oder A,22c auf der Fahrbahn, auf der die Führer, denen die Vorfahrt abgetreten werden muss, verkehren.

- c) Die Verkehrszeichen B,1 und B,2a müssen auf der linken Seite von Einbahnstrassen, die mehr als eine Fahrspur aufweisen, wiederholt werden. Diese Vorschrift ist ebenfalls auf Vorverkehrszeichen anwendbar.
- d) Wenn an einer Kreuzung, Gabelung oder Einmündung die Fahrbahn, die mit dem Verkehrszeichen B,3 oder dem Verkehrszeichen A,22a, A,22b oder A,22c versehen ist, so abbiegt, dass ihr Verlauf nicht klar erkennbar ist, müssen das Verkehrszeichen B,3 oder das Verkehrszeichen A,22a, A,22b oder A,22c sowie das Verkehrszeichen B,1 oder B,2a, die der Kreuzung, Gabelung oder Einmündung voranstehen, durch eine weisse Tafel ergänzt werden, auf welcher die Gestaltung der Kreuzung, Gabelung oder Einmündung wiedergegeben ist. Die Fahrbahn mit Vorfahrt wird mit einem schwarzen Strich angezeigt, der wesentlich breiter ist als der oder die Striche, welche die öffentlichen Strassen ohne Vorfahrt andeuten. Die folgende Tafel, Gestaltungstafel genannt,



ist ein Muster der Tafel, welche den Verlauf der Vorfahrtsstrasse angibt.

- e) Die Grundfarbe der Verkehrszeichen B,1, B,5 und B,7 ist weiss oder gelb. Die Aufschrift « Stop » des Verkehrszeichens B,2a ist weiss oder gelb. »

« **Art. XXII.** Die Ziffern 4. bis 7. des Kapitels VI des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

« **4. Parkplatz**



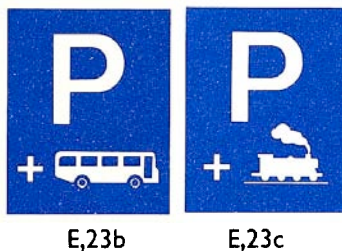
E,23

Das Verkehrszeichen E,23 wird gebraucht, um einen Parkplatz anzuzeigen.

Richtung und Entfernung des Parkplatzes oder die Fahrzeugarten, für die der Platz bestimmt ist, können auf dem Verkehrszeichen selbst oder auf einer Zusatztafel, die unter dem Verkehrszeichen angebracht ist, angegeben werden. Solche Beschriftungen können ebenfalls die erlaubte Parkdauer beschränken, oder anzeigen, ob das Parken frei oder gebührenpflichtig ist, oder mittels eines Zeichens « + », gefolgt von der Angabe des mit Hilfe eines Symbols bezeichneten Transportmittels, angeben, dass ein Gemeinschaftstransportmittel von diesem Platz aus erreichbar ist.

Auf den von den Gemeindeverwaltungen auf Grund eines genehmigten Gemeindereglements mit Parkuhren mit Minutenzähler oder Parkuhren mit Ticketverteiler versehenen Plätzen ist das Parken gebührenpflichtig und seine Dauer entweder auf die Laufzeit des Minutenzählers oder auf die auf dem Parkticket angegebene Zeitdauer beschränkt. Dieses Ticket muss hinter der Windschutzscheibe des parkenden Fahrzeuges sichtbar angebracht und von aussen lesbar sein.

5. « Parc and Ride » – Parkplatz



E,23b

E,23c

Die Verkehrszeichen E,23b und E,23c sind Beschilderungsbeispiele eines Parkplatzes, der vorzugsweise für Fahrzeuge bestimmt ist, deren Führer Gebrauch machen wollen von einem Gemeinschaftstransportmittel.

6. Uebergangsbestimmungen

Bis zum 31. Dezember 1990 können folgende Verkehrszeichen nebst den Verkehrszeichen mit Zonengültigkeit des Kapitels IX gebraucht werden:

- a) Zone mit Stationierungszeitbeschränkung



C,21

Das Verkehrszeichen C,21 wird gebraucht, um in den Ortschaften die Einfahrt in eine Zone anzuzeigen, in welcher das Stationieren zeitlich begrenzt ist.

Auf dem unteren Teil des Zeichens muss sich zusätzlich das Symbol einer der Zusatztafeln nach Muster 6, 7 oder 8 befinden.

Die Tage und die Tageszeiten, während denen die Beschränkung gilt, sowie die Modalitäten dieser Beschränkung und die Zahl der betreffenden Stationierungsplätze können auf dem Verkehrszeichen selbst oder auf einer darunter angebrachten Zusatztafel angegeben werden.

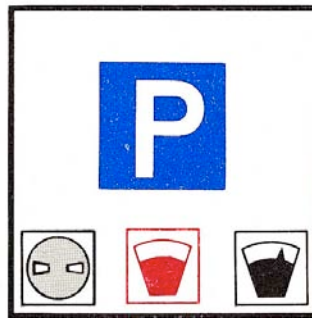
Stellen an denen das gebührenfreie Stationieren beschränkt ist, sind gekennzeichnet durch die Verkehrszeichen C,18 mit Zusatztafeln nach Muster 6, sowie durch einen blauen Farbstreifen, der in etwa 1,80 m Höhe auf den Trägern dieser Verkehrszeichen angebracht ist.

Stellen, an denen das gebührenpflichtige Stationieren mittels Parkuhren mit Minutenzähler beschränkt ist, sind gekennzeichnet durch die Verkehrszeichen C,18, vervollständigt durch Zusatztafeln nach Muster 7, sowie durch einen schwarzen Farbstreifen, der in etwa 1,80 m Höhe auf den Trägern dieser Verkehrszeichen angebracht ist.

Stellen, an denen das gebührenpflichtige Stationieren mittels Parkuhren mit Ticketverteiler beschränkt ist, sind gekennzeichnet durch die Verkehrszeichen C,18, vervollständigt durch Zusatztafeln nach Muster

8, sowie durch einen roten Farbstreifen, der in etwa 1,80 m Höhe auf den Trägern dieser Verkehrszeichen angebracht ist.

b) Beschränkung der Parkdauer



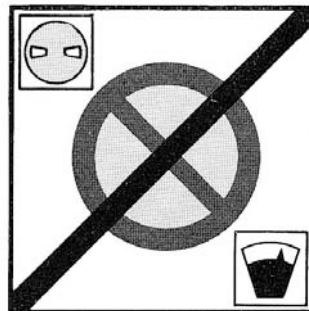
E,23a

Das Verkehrszeichen E,23a wird gebraucht, um einen Parkplatz anzuzeigen, auf welchem das Parken zeitlich begrenzt ist.

Auf dem unteren Teil des Zeichens muss sich zusätzlich das Symbol einer der Zusatztafeln nach Muster 6, 7 oder 8 befinden.

Die Tage und die Tageszeiten, während denen die Beschränkung gilt, sowie die Modalitäten dieser Beschränkung und die Zahl der vorgesehenen Parkplätze können auf dem Zeichen selbst oder auf einer darunter angebrachten Zusatztafel angegeben werden.

c) Ende einer Zone mit Stationierungszeitbeschränkung



E,24

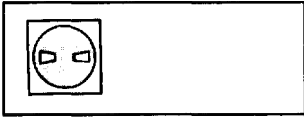
Das Verkehrszeichen E,24 wird gebraucht, um in einer Ortschaft die Ausfahrt aus einer Zone anzuzeigen, wo jedes Stationieren zeitbegrenzt ist, und deren Zufahrten mit dem Verkehrszeichen C,21 versehen sind.

Das Symbol einer Stationierungsscheibe, einer Parkuhr mit Minutenzähler oder einer Parkuhr mit Ticketverteiler, das gebraucht wird, um die Einfahrten in die Zone anzuzeigen, kann in hellgrauer oder schwarzer Farbe auf dem Verkehrszeichen E,24 eingetragen werden.

Das Verkehrszeichen E,24 kann auf der Rückseite des Verkehrszeichens C,21, das für den entgegenkommenden Verkehr bestimmt ist, angebracht werden.»

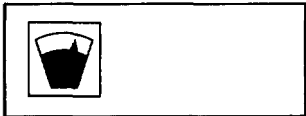
Art XXIII. Das Kapitel VII des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird wie folgt ergänzt:

- « g) Die Zusatztafel nach Muster 6, die eine Stationierungsscheibe darstellt, zeigt den Führern die Verpflichtung an, diese Scheibe mit der Angabe der Ankunftszeit sichtbar anzubringen, und die erlaubte Stationierungszeit zu befolgen. Das Symbol kann ergänzt werden durch die Angabe der genehmigten Stationierungsdauer, der Tage und Tagesstunden, während denen die Beschränkung anwendbar ist, und der Zahl der betroffenen Plätze.



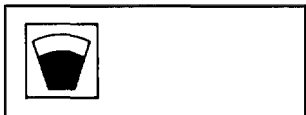
Muster 6

- h) Die Zusatztafel nach Muster 7, die eine Parkuhr mit Minutenzähler darstellt, zeigt den Führern die Verpflichtung an, eine Taxe zu entrichten, und die auf das Ablaufen des Minutenzählers der Parkuhr begrenzte Stationierungs- oder Parkzeit zu befolgen. Das Symbol kann ergänzt werden durch die Angabe der genehmigten Stationierungs- oder Parkdauer, des Taxenbetrags, der Tage und Tagesstunden, während denen die Beschränkung anwendbar ist, und der Zahl der betroffenen Plätze.



Muster 7

- i) Die Zusatztafel nach Muster 8, die eine Parkuhr mit Ticketverteiler darstellt, zeigt den Führern die Verpflichtung an, eine Taxe zu entrichten, und die auf dem Ticket angegebene Stationierungs- oder Parkdauer zu befolgen. Das Symbol kann ergänzt werden durch die Angabe der genehmigten Stationierungs- oder Parkdauer, des Taxenbetrags, der Tage und der Tagesstunden, während denen die Beschränkung anwendbar ist, und der Zahl der betroffenen Plätze.



Muster 8

- j) Die Symbole, die auf den Verkehrszeichen des vorliegenden Artikels wiedergegeben sind, und die Arten von Verkehrsteilnehmer darstellen, können mit derselben Bedeutung auf den Zusatztafeln, die ein Verkehrszeichen ergänzen sollen, gebraucht werden.
- h) Durch die Angabe auf der Zusatztafel der Art von Verkehrsteilnehmern können die Reglementierungszeichen auf diese Art begrenzt werden.

Im Falle, wo eine Art von Verkehrsteilnehmern von der Vorschrift eines Reglementierungszeichens auszuschliessen ist, wird diese Ausnahme auf der Zusatztafel ausgedrückt durch das Symbol dieser Art und die Worte « excepté » oder « excepté/frei ».



Die verwendeten Symbole können durch eine wörtliche Aufschrift ersetzt oder ergänzt werden. »

Art. XXIV. Der abgeänderte Artikel 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch ein neues Kapitel IX mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« IX. Zeichen mit Zonengültigkeit

1. Zonenanfang

Um anzugeben, dass ein Reglementierungseichen auf allen für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Strassen und Plätzen anwendbar ist, wird es auf einer rechteckigen Tafel mit gelbem Untergrund, die darüber die Aufschrift in schwarz des Wortes « ZONE » trägt, und die mit einem schwarzen Rand versehen ist, wiedergegeben.

Unter Reglementierungszeichen versteht man im Sinn der vorliegenden Bestimmungen die Verbots- und Beschränkungszeichen, die Gebotszeichen sowie die Anhalte-, Stationierungs- und Parkzeichen.

Abweichend von den Bestimmungen des Artikels 108 müssen die erklärenden Aufschriften und die Symbole, die das Verkehrszeichen ergänzen sollen, auf der Tafel unter dem Zeichen abgebildet sein.

Die Zeichen mit Zonengültigkeit müssen an allen Einfahrten, der von den angegebenen Verordnungsbestimmungen betroffenen Zone, aufgestellt werden.

Die nachfolgenden Verkehrszeichen sind Beispiele von Zeichen mit Zonengültigkeit:



H,1a



H,1b



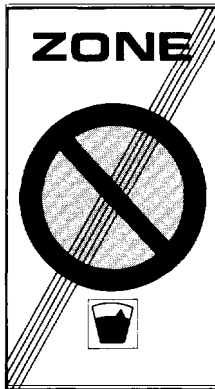
H,1c

2. Zonenende

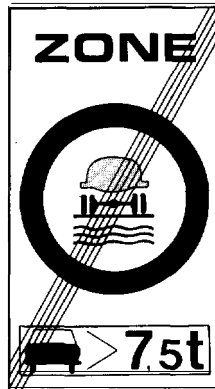
Um die Stelle, ab der die Wirkung des Reglementierungszeichens mit Zonengültigkeit aufgehoben ist, anzugeben, wird dasselbe gegebenenfalls durch dieselben erklärenden Aufschriften und Symbole ergänzte Zeichen gebraucht. Dieses Zeichen wird hellgrau oder schwarz auf einer rechteckigen, den vorerwähnten Eigenschaften entsprechenden Tafel mit weissem Untergrund wiedergegeben. Die Tafel trägt im Ueberdruck einen aus schwarzen oder dunkelgrauen parallelen Linien gebildeten Diagonalstreifen der von rechts oben nach links unten verläuft.

Die Zeichen, die die Stelle angeben, ab der die Wirkung der Reglementierung mit Zonengültigkeit aufgehoben ist, werden an allen Ausfahrten der betroffenen Zone aufgestellt. Sie können an der Rückseite der Zeichen, die dem Gegenverkehr den Zonenanfang anzeigen, angebracht werden.

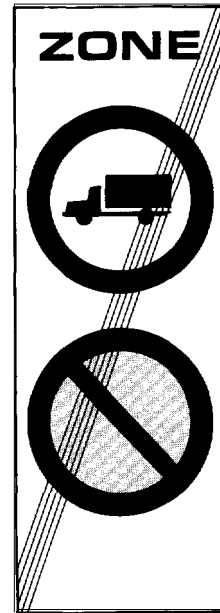
Die nachfolgenden Verkehrszeichen sind Beispiele von Zeichen, die das Ende einer solchen Zone anzeigen:



H,2a



H,2b



H,2c

Art XXV. Die Ziffer 3° des zweiten Absatzes unter A) des abgeänderten Artikels 136 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« 3° Die Vorfahrt gehört dem Verkehrsteilnehmer nicht

- der auf einer mit dem Verkehrszeichen B,1, dem Verkehrszeichen B,2a oder dem Verkehrszeichen C,2 versehenen Fahrbahn verkehrt;
- der auf einem dem öffentlichen Verkehr nicht freigegebenen Privatweg oder auf einem Feldweg verkehrt;
- der eine Fussgängerzone überquert oder in dieselbe einbiegt;
- der aus einem anstossenden Grundstück, einem Parkplatz oder einer Fussgängerzone ausfährt. »

Art. XXVI. Der zweite Absatz unter B) des abgeänderten Artikels 136 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Unter Beachtung der Vorschriften des nachfolgenden Paragraphen D, der Vorfahrt, die gemäss der Beschilderung die unter d) der allgemeinen Bestimmungen betreffend die Verkehrszeichen A,22a, A,22b, A,22c, B,1, B,2a und B,3 des Artikels 107 vorgesehen ist, sowie der Vorschriften hinsichtlich der Hypothesen des ersten Absatzes unter a) des Artikels 137, unterliegt die im vorhergehenden Absatz aufgestellten Regel keiner Ausnahme. »

Art. XXVII. Der zweite Satz des Buchstaben d) des zweiten Absatzes des abgeänderten Artikels 139 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Dasselbe Verbot gilt für jeden Motorradfahrer, der, um sich auf die praktische Prüfung vorzubereiten, sein Fahrzeug mit dem im Artikel 81 vorgesehenen Fahrchülerausweis steuern darf. »

Art. XXVIII. Der Paragraph 2 des abgeänderten Artikels 156 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« 2. Die zum Verkehr auf den Autobahnen zugelassenen Fahrzeuge dürfen nur an den besonders zu diesem Zweck eingerichteten und als solche gekennzeichneten Anschlussstellen auf die Autobahn einfahren oder sie verlassen. »

Art. XXIX. Der Buchstabe b) des dritten Absatzes des abgeänderten Artikels 160bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« b) für Personen, die eine ernsthafte medizinische Kontraindikation zum Tragen eines Sicherheitsgurtes nachweisen und zu diesem Zweck eine Genehmigung besitzen, die vom Verkehrsminister oder seinem Delegierten ausgestellt wurde. Diese Genehmigung wird gegen Vorlage eines ärztlichen Attests neueren Datums ausgestellt, welches die Art und die Dauer der medizinischen Kontraindikation angibt, sowie auf das begründete Gutachten hin der im Artikel 90 vorgesehenen Aerktekommision. Die Genehmigung muss auf Verlangen der mit der Verkehrskontrolle betrauten Agenten vorgezeigt werden; »

Art. XXX. Unser Verkehrsminister, Unser Innenminister, Unser Minister der Oeffentlichen Arbeiten, Unser Justizminister und Unser Minister der Oeffentlichen Macht sind, jeder soweit es ihm betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Reglements betraut, das im Memorial veröffentlicht wird und am 1. April 1985 in Kraft tritt.

Der Verkehrsminister,
Marcel Schlechter

Palais de Luxembourg, am 21. März 1985.
Jean

Der Innenminister,
Jean Spautz

Der Minister der Oeffentlichen Arbeiten,
Marcel Schlechter

Der Justizminister,
Robert Krieps

Der Minister der Oeffentlichen Macht,
Marc Fischbach